



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1996/L.11/Add.3
29 août 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-septième session
Point 22 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-HUITIEME SESSION

Rapporteur : Mme Lucy Gwanmesia

TABLE DES MATIERES */

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission à sa quarante-huitième session		
A. <u>Résolutions</u>		
1996/16. La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie		

*/ Le document E/CN.4/Sub.2/1996/L.10 et ses additifs contiennent les projets de chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision de la Commission des droits de l'homme et les autres questions intéressant la Commission, figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/1996/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
1996/17.	Prévention de la discrimination et protection des minorités	
1996/18.	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	
1996/19.	Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants	
1996/20.	Droits de l'homme et terrorisme	
1996/21.	Réalisation des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin	
1996/22.	Dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement	
1996/23.	Droits de l'homme et extrême pauvreté	
1996/24.	Question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels)	
1996/25.	La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels	
1996/26.	Droits de l'homme et répartition du revenu	
1996/27.	Expulsions forcées	
1996/28.	Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales	
1996/29.	Le droit à un procès équitable	
1996/30.	Question des droits de l'homme et des états d'exception	
1996/31.	Discrimination à l'encontre des peuples autochtones	

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
1996/32.	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones	
1996/33.	Discrimination liée à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou au syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA)	
1996/34.	Décennie internationale des populations autochtones	
1996/35.	Instance permanente pour les populations autochtones aux Nations Unies	
1996/36.	Liberté de religion des peuples autochtones	
1996/37.	Protection du patrimoine des populations autochtones	
1996/38.	Etude sur les droits fonciers autochtones	

1996/16. La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant,

Rappelant les résolutions 42/99 du 7 décembre 1987 et 43/111 du 8 décembre 1988 de l'Assemblée générale réaffirmant le droit naturel de tous les peuples à la vie,

Préoccupée par l'emploi présumé d'armes de destruction massive ou aveugle aussi bien contre les militaires que contre les populations civiles, et les morts, les souffrances et les handicaps qui l'accompagnent,

Préoccupée aussi par les informations qui continuent de parvenir sur les effets à long terme de l'emploi de telles armes sur l'organisme humain, la santé et l'environnement,

S'inquiétant en outre du grave danger pour la vie que constituent, seuls ou combinés, les effets de ces armes sur l'environnement, leurs débris et le matériel contaminé abandonné,

Convaincue que la production, la vente et l'utilisation de telles armes sont incompatibles avec les droits de l'homme reconnus sur le plan international et le droit humanitaire,

Estimant que des efforts continus doivent être entrepris pour sensibiliser l'opinion publique aux effets inhumains et aveugles de telles armes et à la nécessité de parvenir à leur élimination complète,

Convaincue que la production, la vente et l'utilisation de telles armes sont incompatibles avec la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

1. Prie instamment tous les Etats de se laisser guider dans le cadre de leur politique nationale par la nécessité de contenir la production et la dissémination des armes de destruction massive ou aveugle, en particulier les armes nucléaires, les armes chimiques, les bombes à aérosol, les bombes au napalm, les bombes à dispersion, les armes biologiques et les armes contenant de l'uranium appauvri;

2. Prie le Secrétaire général :

a) De recueillir auprès des gouvernements, des organismes et institutions des Nations Unies compétents et des organisations non gouvernementales des informations sur l'emploi des armes nucléaires, des armes chimiques, des bombes à aérosol, des bombes au napalm, des bombes à dispersion, des armes biologiques et des armes contenant de l'uranium appauvri, sur leurs conséquences et leurs effets cumulés, ainsi que sur le danger qu'elles représentent pour la vie, la sécurité physique et autres droits de l'homme;

b) De présenter un rapport sur les informations recueillies à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session, accompagnées des recommandations et des observations qu'il pourrait avoir reçues sur les moyens d'éliminer efficacement de telles armes;

3. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-neuvième session, à la lumière de tous les renseignements complémentaires figurant dans les rapports du Secrétaire général à la Sous-Commission ou à d'autres organes des Nations Unies ou qui auront pu être soumis à la Sous-Commission par les gouvernements ou les organisations non gouvernementales.

34ème séance
29 août 1996

[Adoptée par 15 voix contre une, avec 8 abstentions. Voir chap. XIV.]

1996/17. Prévention de la discrimination et protection des minorités

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution 1995/24 de la Commission des droits de l'homme relative aux droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, dans laquelle la Commission a notamment décidé d'autoriser la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à créer, initialement pour une période de trois ans, un groupe de travail intersessions composé de cinq de ses membres, qui se réunirait chaque année pendant cinq jours ouvrables afin de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités et d'examiner les solutions pacifiques et constructives aux situations intéressant les minorités,

Notant que le Groupe de travail sur les minorités a tenu sa première session du 28 août au 1er septembre 1995 et sa deuxième du 30 avril au 3 mai 1996,

Ayant examiné les rapports du Groupe de travail sur les minorités sur ses première et deuxième sessions (E/CN.4/Sub.2/1996/2 et E/CN.4/Sub.2/1996/28) et, en particulier, les recommandations figurant respectivement aux chapitres VII et VIII desdits rapports,

Troublée par les conflits nombreux et violents qui surviennent dans de nombreuses régions du monde en proie à l'hostilité ethnique ou religieuse engendrée par l'une ou plusieurs des parties au conflit,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et convaincue que la mise en oeuvre de ses principes, conjointement avec la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et tous les autres instruments internationaux pertinents, offre le meilleur moyen de résoudre pacifiquement les litiges ou les conflits impliquant des minorités,

Tenant compte des contributions que le Haut Commissaire aux droits de l'homme a apportées à la mise en oeuvre des principes énoncés dans la Déclaration et du dialogue qu'il poursuit avec les gouvernements et les minorités concernés,

Soulignant les contributions significatives apportées à la protection des minorités par les organes conventionnels pertinents, en particulier le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits de l'enfant,

Reconnaissant les initiatives et mesures positives prises par un grand nombre d'Etats, d'institutions spécialisées, d'organisations régionales intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales en vue de protéger les minorités et de promouvoir la compréhension et la tolérance réciproques,

Réaffirmant la nécessité pour les Etats, les minorités et les majorités de rechercher des solutions pacifiques et constructives aux problèmes auxquels se heurtent les minorités,

Soulignant les liens qui existent entre tous les articles de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, y compris les articles 1 et 8,

Reconnaissant la participation positive de tous les intéressés au Groupe de travail et les progrès réalisés sur la voie d'un dialogue constructif entre les minorités et entre les minorités et les gouvernements,

Notant avec intérêt que le Groupe de travail sur le droit au développement a constaté que la discrimination qui continue de s'exercer à l'encontre notamment des minorités en ce qui concerne leur droit d'avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, au travail, à la propriété, et leurs autres droits économiques, sociaux et culturels, constitue un obstacle important à la réalisation du droit au développement,

Approuvant les initiatives pertinentes visant à faire participer les minorités au développement, conformément aux principes pertinents de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et de la Déclaration sur le droit au développement,

Soulignant la nécessité d'une coopération à l'échelle du système au sein des Nations Unies afin de faciliter la recherche de solutions pacifiques à des situations impliquant des minorités,

Soulignant l'importance d'une étroite coopération dans ce domaine entre la Sous-Commission et la Commission des droits de l'homme,

1. Exprime sa profonde satisfaction au Groupe de travail sur les minorités et, en particulier, à son Président-Rapporteur, M. A. Eide;

2. Se félicite des informations importantes qui ont été soumises au Groupe de travail sur les minorités, à ses première et deuxième sessions, et du dialogue constructif qui s'est engagé entre les minorités et les gouvernements;

3. Fait siennes les recommandations formulées dans les rapports des deux sessions du Groupe de travail sur les minorités (E/CN.4/Sub.2/1996/2, chap. VII, et E/CN.4/Sub.2/1996/28, chap. VIII);

4. Décide de soumettre les rapports du Groupe de travail sur les minorités sur ses première et deuxième sessions à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les examine;

5. Prie instamment le Groupe de travail sur les minorités de continuer à servir de cadre principal pour l'examen et éventuellement la solution des problèmes entre les minorités et les gouvernements ainsi qu'entre les minorités elles-mêmes, en faisant appel aux compétences, entre autres, d'experts, y compris de ceux qui sont présents à ses sessions;

6. Invite le Groupe de travail à élaborer et soumettre à la Sous-Commission et, par son intermédiaire, à la Commission des droits de l'homme, des critères concernant le contenu et la portée des droits inscrits dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, y compris des recommandations concrètes pour leur mise en oeuvre;

7. Invite également le Groupe de travail à intensifier sa coopération avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme en vue de consolider les activités préventives de ce dernier et de lui permettre de réagir plus rapidement face aux situations de minorités qui appellent une action urgente;

8. Se félicite en particulier de la recommandation figurant au paragraphe 208 du rapport du Groupe de travail sur sa deuxième session (E/CN.4/Sub.2/1996/28) et invite le Groupe travail à poursuivre ses efforts en vue d'organiser des séminaires, sans incidences financières pour l'Organisation des Nations Unies, sur les thèmes énumérés dans ledit paragraphe;

9. Prie le Haut Commissaire aux droits de l'homme de poursuivre, conformément à son mandat, l'application de son programme pour la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités;

10. Recommande au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité des droits de l'enfant d'apporter, lors de l'examen des rapports des Etats parties, une attention particulière à l'application, respectivement, de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de l'article 30 de la Convention relative aux droits de l'enfant, et de faire figurer dans leurs directives un point concernant les minorités;

11. Recommande également aux organes conventionnels, aux rapporteurs spéciaux, aux représentants spéciaux et aux groupes de travail compétents de continuer à prendre dûment en considération, dans le cadre de leur mandat, les principes inscrits et les situations des personnes visées dans la Déclaration;

12. Prie les organes et organismes compétents des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales d'accroître leurs efforts en vue de faire connaître la Déclaration et de continuer à fournir des informations sur son application, conformément à l'article 9 de ladite Déclaration, au Groupe de travail des minorités;

13. Lance un appel à tous les gouvernements, aux organismes compétents des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales, aux organisations non gouvernementales et aux experts pour qu'ils continuent de participer activement aux travaux du Groupe de travail;

14. Encourage les Etats à faciliter le dialogue et la coopération entre les minorités et entre celles-ci et les majorités, et à soumettre des informations au Groupe de travail sur les mécanismes créés dans ce but;

15. Recommande de renforcer le Centre pour les droits de l'homme afin qu'il puisse assurer au Groupe de travail les services requis et mener les études, les évaluations et les actions nécessaires;

16. Recommande également que la Commission des droits de l'homme invite le Conseil économique et social à autoriser à proroger de deux ans le mandat du Groupe de travail afin qu'il puisse tenir une session tous les ans jusqu'en 1999;

17. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution ... de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, décide de prier le Conseil économique et social d'autoriser à proroger de deux ans le mandat du Groupe de travail sur les minorités pour qu'il puisse tenir une session tous les ans jusqu'en 1999."

34ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XVIII.]

1996/18. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Préoccupée par l'insuffisance des contributions au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, qui l'empêche de mener à bien les activités qui lui ont été assignées,

Constatant avec inquiétude que l'éloignement des membres du Conseil d'administration du Fonds dans différentes régions du monde et sans moyens de communication mis à leur disposition affecte la recherche de solutions appropriées,

Considérant l'étroite relation qui existe entre le mandat du Fonds et celui du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage,

1. Prie le Secrétaire général de bien vouloir mettre à la disposition du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage le rapport qu'il établira en vertu du paragraphe 17 de la résolution 1996/61 de la Commission des droits de l'homme;

2. Suggère au Secrétaire général d'envisager de confier le mandat du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage au Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, compte tenu des difficultés décrites ci-dessus et en vue d'une plus grande efficacité et d'une réduction des dépenses de fonctionnement;

3. Engage tous les gouvernements, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les institutions privées et les particuliers à répondre favorablement aux demandes de contributions au Fonds;

4. Invite un représentant du Fonds à participer à la vingt-deuxième session du Groupe de travail.

34ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XVI.]

1996/19. Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant ses résolutions 1995/20 du 24 août 1995 et 1983/1 du 23 août 1983,

Soulignant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, a mis l'accent sur l'importance de s'employer à venir à bout des contradictions qu'il peut y avoir entre les droits des femmes et les effets préjudiciables de certaines pratiques traditionnelles ou coutumières,

Ne perdant pas de vue que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a demandé aux gouvernements de condamner la violence à l'égard des femmes et de s'abstenir d'invoquer la coutume, la tradition ou la religion pour se soustraire à l'obligation de l'éliminer,

Constatant les conséquences graves qu'ont les pratiques traditionnelles ou coutumières sur la santé des femmes et des enfants,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport final du Rapporteur spécial, Mme Halima Embarek Warzazi (E/CN.4/Sub.2/1996/6);

2. Réaffirme que les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants constituent une forme bien déterminée de violence à l'égard des femmes et une grave violation de leurs droits;

3. Regrette le manque d'informations fournies par les gouvernements sur l'application du Plan d'action visant à l'élimination des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1994/10/Add.1 et Corr.1) en vue de mettre fin à ces pratiques préjudiciables;

4. Souligne, en conséquence, combien il est important de suivre l'application des mesures prises par les gouvernements vers l'élimination des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants dans le cadre, notamment, de l'exécution du Plan d'action;

5. Décide de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial afin de lui permettre de suivre et de surveiller l'évolution de la situation en la matière et de rendre compte à la Sous-Commission à ses quarante-neuvième et cinquantième sessions;

6. Demande au Centre pour les droits de l'homme de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources dont elle aura besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat;

7. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission des droits de l'homme pour examen le rapport final du Rapporteur spécial;

8. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1996/... du .. août 1996 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, fait sienne la recommandation de la Sous-Commission de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial, Mme Halima Embarek Warzazi, afin de lui permettre de suivre et surveiller l'évolution de la situation concernant l'élimination des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants dans le cadre, en particulier, de l'application du Plan d'action visant à l'élimination des pratiques traditionnelles préjudiciables affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1994/10/Add.1 et Corr.1)."

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. V.]

1996/20. Droits de l'homme et terrorisme

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments internationaux pertinents,

Considérant que le plus important des droits fondamentaux de l'homme est le droit à la vie,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant également la résolution 50/186 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995, la résolution 1995/43 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1995, et sa propre résolution 1994/18 du 25 août 1994,

Considérant les débats sur le sujet qui ont eu lieu à la Sous-Commission au cours de ses quarante-septième et quarante-huitième sessions,

Réitérant sa profonde préoccupation devant la persistance des actes de terrorisme et devant les violations flagrantes des droits de l'homme commises par des groupes terroristes,

Déplorant profondément que des innocents en nombre croissant soient tués ou mutilés par des terroristes se livrant à des actes de violence et de terreur aveugles, qu'aucune raison ne saurait justifier,

1. Réaffirme la condamnation catégorique de tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, quelles que soient les motivations auxquelles ils obéissent et la forme qu'ils prennent, dans toutes leurs manifestations, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, en tant qu'actes d'agression, qui visent à l'anéantissement des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la démocratie, menaçant l'intégrité territoriale et la paix et la sécurité internationales, déstabilisant des gouvernements légitimement constitués, sapant les sociétés civiles pluralistes et ayant des conséquences préjudiciables pour le développement économique et social des Etats;

2. Invite les gouvernements à prendre toutes les mesures efficaces voulues, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour empêcher, combattre et éliminer le terrorisme, et demande instamment à la communauté internationale de renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme aux échelons national, régional et international;

3. Décide de confier à Mme Kalliopi K. Koufa la tâche de rédiger, conformément au Principe 2 des Principes directeurs figurant dans l'annexe à la résolution 1992/8 de la Sous-Commission relative à ses méthodes de travail, sans incidences financières, un document de travail sur la question du terrorisme et les droits de l'homme, que la Sous-Commission examinera à sa quarante-neuvième session.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. V.]

1996/21. Réalisation des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant ses résolutions 1994/43 du 26 août 1994 et 1992/4 du 14 août 1992,

Rappelant en particulier que dans sa résolution 1995/26 du 24 août 1993 elle a décidé d'examiner la question des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin au titre de chacun des points de son ordre du jour, ainsi que dans toutes les études pertinentes qu'elle entreprendrait,

Réaffirmant que l'application pleine et effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme revêt une importance capitale pour les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour promouvoir le respect et l'observation universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans aucune discrimination fondée notamment sur le sexe,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, où il est dit que les droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin font inaliénablement, intégralement et indissociablement partie des droits universels de la personne et que les droits fondamentaux des femmes doivent faire partie intégrante des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (A/CONF.157/23, par. I.18),

Tenant compte du fait que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne invitent à l'adoption de mesures pour intégrer dans les principales activités du système des Nations Unies une composante se rapportant à l'égalité des sexes et aux droits fondamentaux de la femme, souligne qu'il importe d'oeuvrer à l'élimination de la violence à laquelle les femmes sont exposées dans la vie publique et privée et demande instamment la suppression de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes,

Rappelant le Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1994 (voir A/CONF.171/13/Rev.1), dans lequel la Conférence apportait son ferme soutien aux droits de la femme et les précisait, ces droits étant compris comme une composante essentielle de toutes les politiques en matière

de programmes de santé et de population, et par lequel tous les pays étaient invités à prendre toutes les mesures voulues pour éliminer toutes les formes d'exploitation, de violation des droits, de harcèlement et de violence auxquelles les femmes étaient exposées,

Rappelant également la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995 (voir A/CONF.166/9), faisant de l'instauration de l'égalité et de l'équité entre hommes et femmes un élément clef de toutes les mesures prises en vue d'améliorer le développement social et d'assurer le bien-être des personnes,

Se félicitant de l'appel lancé dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995 (voir A/CONF.177/20), pour que soient intensifiés les efforts visant à intégrer les questions relatives à l'égalité des sexes et aux droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin dans toutes les activités du système des Nations Unies et à faire en sorte que ces questions soient examinées régulièrement et de manière systématique par les organes compétents et mécanismes appropriés, et que soient prises les mesures voulues notamment par les organes de contrôle de l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant l'importance des mesures visant à prévenir et éliminer toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes et des enfants de sexe féminin, et en particulier de celles axées sur la nécessité d'en finir avec toutes les formes de violence auxquelles les femmes et les enfants de sexe féminin sont exposées,

Soulignant la nécessité pour les gouvernements et les organisations d'intérêt communautaire, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les secteurs public et privé, selon le cas, de mettre pleinement en oeuvre les mesures énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing,

Rappelant la résolution 48/104 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993, proclamant la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, dans laquelle l'Assemblée reconnaissait que la violence à l'égard des femmes constituait une violation des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales et empêchait partiellement ou totalement les femmes de jouir desdits droits et libertés,

Reconnaissant l'importance de la mise en oeuvre effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Constatant l'importance pour les femmes de la mise en oeuvre sans réserve de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, y compris du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes,

Se félicitant des résolutions de la Commission des droits de l'homme 1993/46 du 8 mars 1993, 1994/45 du 4 mars 1994, 1995/86 du 8 mars 1995 et 1996/48 du 19 avril 1996, relatives à la question de la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes et aux droits fondamentaux des femmes dans toutes les activités du système des Nations Unies,

Se félicitant également du travail accompli par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, Mme Radhika Coomaraswamy, et prenant acte de son rapport (E/CN.4/1996/53 et Add.1 et 2),

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la mesure dans laquelle les organes s'occupant des droits fondamentaux se sont occupés de la question des violations des droits des femmes (E/CN.6/1996/9),

Reconnaissant que la question du poste de responsable des questions relatives aux droits fondamentaux des femmes au Centre pour les droits de l'homme n'a pas perdu de son importance,

Se félicitant de la nomination, au cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, d'un conseiller pour la parité entre les sexes, afin de contribuer à assurer la mise en oeuvre du Programme d'action dans l'ensemble du système,

Se félicitant également du rapport final du Rapporteur spécial de la Sous-Commission, Mme Halima Embarek Warzazi, sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1996/6) et du rapport préliminaire rédigé par Mme Linda Chavez sur la situation en ce qui concerne le viol systématique, l'esclavage sexuel et les pratiques analogues

à l'esclavage en période de conflit armé, interne notamment (E/CN.4/Sub.2/1996/26),

Convaincue de la nécessité d'éliminer toutes les formes de violence et d'exploitation sexuelles, y compris la traite en vue de la prostitution, d'autres formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, de l'offre de main-d'oeuvre domestique et de mariages dans des conditions de servilité, qui constituent des violations des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin et sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine,

Préoccupée par les graves violations et les actes de violence commis à l'encontre des travailleuses migrantes qui continuent de lui être signalés,

Réaffirmant que les actes de violence qui visent les femmes les empêchent partiellement ou totalement de jouir de leurs droits et libertés fondamentales,

Convaincue que le développement mondial ne peut se réaliser en l'absence de la pleine participation des femmes,

Prenant acte avec une profonde préoccupation du fait que dans bien des pays la crise économique et financière a porté gravement préjudice à la condition économique et sociale de la femme, en particulier dans les zones rurales, et de l'augmentation constante du nombre de femmes rurales qui vivent dans la pauvreté,

Reconnaissant cependant que des progrès ont été faits pour promouvoir les droits fondamentaux de la femme, mais qu'il faut faire bien plus encore pour intégrer les droits fondamentaux de la femme dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris les tribunaux chargés de connaître des crimes de guerre,

1. Demande que, lorsqu'il y a lieu, les études soumises à sa quarante-neuvième session comprennent des statistiques ventilées par sexe, et examinent les moyens dont le sexe influe sur les différentes formes de violation de leurs droits auxquelles les femmes sont exposées, les conséquences de ces violations, l'existence de voies de recours et les possibilités d'accès à ces recours, les relations qui existent entre les violations dont les femmes sont victimes et la condition d'infériorité faite à la femme dans la vie publique et privée, toute lacune qui existerait dans les normes de protection internationales en vigueur, et soient assorties

de recommandations portant spécifiquement sur la question, propres à remédier à ces violations;

2. Lance un appel à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils ratifient la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sans y faire de réserves;

3. Exprime l'espoir que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sera intégré aussitôt que possible avec les autres mécanismes de contrôle de l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme;

4. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le personnel chargé des droits de l'homme et des secours humanitaires reçoive une formation lui permettant de bien reconnaître les violations des droits de l'homme qui visent les femmes, de s'y attaquer et de s'acquitter de leurs fonctions en dehors de tout parti pris d'ordre sexuel;

5. Prie le Secrétaire général, en qualité de Président du Comité administratif de coordination, de faire son possible pour veiller au renforcement et au développement continu de l'intégration des droits fondamentaux de la femme dans les principales activités du système des Nations Unies, en suivant le cadre établi lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

6. Décide d'examiner de façon plus approfondie les incidences du Programme d'action de Beijing sur ses propres travaux dans des domaines tels que les femmes et la pauvreté, le rôle de la femme dans le développement mondial et la promotion des droits de l'homme, ainsi que l'adoption de nouvelles mesures pour lutter contre la violence à laquelle les femmes sont exposées, y compris la traite, à sa quarante-neuvième session, au titre du même point de l'ordre du jour;

7. Invite instamment les Etats Membres, pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence auxquelles les femmes et les enfants de sexe féminin sont exposées, à adopter des mesures en vue de la mise en oeuvre effective de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en prenant tout spécialement en considération les femmes qui courent un risque élevé, telles que les travailleuses migrantes, les femmes réfugiées et les femmes dans des situations de conflit;

8. Encourage les Etats Membres à prendre ou à renforcer les sanctions de caractère pénal, civil, administratif et dans le domaine des relations

professionnelles prévues dans leur législation pour réprimer le mal fait aux femmes et aux enfants de sexe féminin qui sont soumises à toute forme de violence, que ce soit à la maison, sur le lieu de travail, dans la communauté ou la société, et y remédier;

9. Soutient sans réserve les amendements apportés par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes aux directives pour l'établissement des rapports périodiques soumis au Comité, tendant à ce que les Etats parties fassent rapport sur les réserves à la Convention et donnent dans leurs rapports des renseignements sur les mesures prises pour mettre en oeuvre le Programme d'action de Beijing, afin de faciliter les travaux du Comité;

10. Invite le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour créer un poste permanent de responsable des questions relatives aux droits des femmes au Centre pour les droits de l'homme et à veiller à ce que les droits fondamentaux de la femme soient effectivement soutenus à tous les niveaux du système des Nations Unies, en coopération avec la Division de la promotion de la femme;

11. Invite le Secrétaire général à atteindre le but qu'il s'est fixé, réaffirmé par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tendant à ce que les femmes occupent 50 % des postes de gestion et de décision d'ici à l'an 2 000;

12. Prie les gouvernements de soutenir les initiatives lancées par des organisations de femmes et des organisations non gouvernementales du monde entier pour sensibiliser davantage l'opinion publique à la question de l'égalité des femmes et des hommes et de contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

13. Appuie la décision prise par la Commission de la condition de la femme, à sa quarantième session, de proroger le mandat du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer un protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

14. Décide de prêter une attention soutenue à ces questions à sa quarante-neuvième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XII.]

1996/22. Dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies relatifs à la réalisation de la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire,

Rappelant la Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session, qui stipule clairement que le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique, et de bénéficier de ce développement, et que si tous les Etats doivent contribuer, par la coopération internationale, à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels de tous les peuples, ils ont aussi la responsabilité première de la création des conditions nationales et internationales favorables à la réalisation du droit au développement,

Profondément préoccupée par le fait que le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté dans le monde a atteint le chiffre alarmant de 1,5 milliard, dont plus de 90 % subsistent misérablement dans les pays en développement,

Se félicitant de la décision prise opportunément par l'Assemblée générale de proclamer la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006),

Prenant note avec une vive satisfaction de la résolution 1996/15 de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 avril 1996, intitulée "Le droit au développement" et des travaux réalisés jusqu'à présent par le Groupe de travail sur le droit au développement,

Notant que la coopération internationale propice au développement, préconisée dans la Déclaration sur le droit au développement, n'a pas beaucoup progressé 10 ans après l'adoption de la Déclaration,

Ayant examiné à sa quarante-huitième session des questions en rapport avec la réalisation du droit au développement au titre du point 8 de l'ordre du jour,

1. Réaffirme que, pour progresser dans la voie de la réalisation du droit au développement, il faut, à l'échelon national, élaborer de bonnes

politiques de développement et, à l'échelon international, établir des relations économiques équitables de même qu'un climat économique propice;

2. Engage tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à renforcer la coopération internationale pour promouvoir la réalisation du droit au développement, ainsi que l'a souligné l'Assemblée générale dans la Déclaration sur le droit au développement et réaffirmé la Conférence mondiale sur les droits de l'homme;

3. Décide de continuer à examiner des questions en rapport avec la réalisation du droit au développement dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels", pour permettre aux membres de la Sous-Commission de contribuer à l'examen, par la Commission des droits de l'homme, de la promotion de la réalisation du droit au développement;

4. Demande au Secrétaire général d'inviter tous les organes compétents de l'ONU et organismes concernés des Nations Unies à redoubler d'efforts pour promouvoir la coopération internationale dans le but de réaliser le droit au développement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) et à lui fournir des renseignements à cet égard, et le prie de transmettre les informations reçues tous les ans à la Sous-Commission;

5. Décide d'examiner tous les ans les progrès réalisés dans le domaine de la coopération internationale pour la mise en oeuvre du droit au développement dans le cadre des droits de l'homme et de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006).

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/23. Droits de l'homme et extrême pauvreté

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1992/11 du 21 février 1992, 1993/13 du 26 février 1993, 1994/12 du 25 février 1994 et 1995/16 du 24 février 1995, et sa propre résolution 1992/27 du 27 août 1992, établissant le mandat de l'étude sur les droits de l'homme et l'extrême

pauvreté que le Rapporteur spécial devait réaliser en consultation avec les personnes vivant dans l'extrême pauvreté et les personnes engagées à leur côté,

Prenant acte de la résolution 1996/10 de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 avril 1996, par laquelle le Rapporteur spécial était invité à envisager des mesures de suivi parmi les recommandations qu'il soumettrait dans le cadre de son rapport final,

Rappelant sa résolution 1995/28 du 24 août 1995, dans laquelle elle a demandé au Rapporteur spécial de lui soumettre son rapport final à sa quarante-huitième session,

Ayant accueilli avec intérêt le rapport final de M. Leandro Despouy sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (E/CN.4/Sub.2/1996/13),

1. Exprime sa profonde satisfaction au Rapporteur spécial pour avoir réalisé son étude en consultation avec les personnes dans l'extrême pauvreté, ce qui a permis de mettre en valeur les liens entre les droits de l'homme et l'extrême pauvreté et de donner un éclairage nouveau sur l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme;

2. Se félicite des recommandations contenues dans le rapport final sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, et en particulier celle qui demande au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'en assurer le suivi, avec l'éventuel concours d'experts, tout en continuant à privilégier la participation des populations vivant dans l'extrême pauvreté et les organisations non gouvernementales qui les représentent;

3. Prie la Commission des droits de l'homme de faire siennes les conclusions et recommandations du rapport;

4. Souhaite que le rapport final du Rapporteur spécial soit publié par l'Organisation des Nations Unies dans toutes les langues officielles;

5. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme prend acte de la résolution 1996/23 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 29 août 1996, et décide de demander la publication par l'Organisation des Nations Unies, dans toutes les langues officielles, du rapport final concernant les droits de l'homme et l'extrême pauvreté établi

par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1996/13)."

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/24. Question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels)

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et les Conventions de Genève du 12 août 1949,

Rappelant l'interdépendance et l'indivisibilité des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels,

Convaincue que la pratique, de plus en plus répandue dans le monde, consistant à assurer l'impunité aux auteurs de violations des droits de l'homme représente un obstacle fondamental au respect des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1992/23 du 27 août 1992, dans laquelle elle a décidé de charger M. El Hadji Guissé et M. Louis Joinet d'effectuer une étude sur l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme, ainsi que la résolution 1993/43 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1993, par laquelle la Commission faisait sienne la décision de la Sous-Commission,

Rappelant également sa résolution 1993/37 du 26 août 1993, et sa résolution 1994/34 du 26 août 1994 dans laquelle elle a décidé, afin de faciliter le traitement de la question, de confier à M. Joinet le soin de mener à son terme le premier aspect, qui concerne les droits civils et politiques, et à M. Guissé le deuxième aspect, qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que sa résolution 1995/34 du 24 août 1995,

Ayant présent à l'esprit le paragraphe 91 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), dans lequel

la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a appuyé les efforts de la Commission et de la Sous-Commission pour renforcer la lutte contre la pratique consistant à assurer l'impunité aux auteurs de violations graves des droits de l'homme,

1. Accueille avec satisfaction le deuxième rapport intérimaire sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels), établi par M. El Hadji Guissé (E/CN.4/Sub.2/1996/15);

2. Demande au Rapporteur spécial de lui présenter à sa quarante-neuvième session son rapport final;

3. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche;

4. Invite les gouvernements, les organismes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales à fournir ou à continuer de fournir des renseignements sur la question;

5. Décide d'examiner la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels) à sa quarante-neuvième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels".

35ème séance

29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/25. La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Profondément préoccupée de constater que plus de 800 millions de personnes de par le monde, en particulier dans les pays en développement, n'ont pas assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins nutritionnels essentiels,

Ayant examiné, à sa quarante-huitième session, la situation en ce qui concerne l'existence et les causes de l'extrême pauvreté qui est la règle dans de nombreuses parties du globe à un moment où l'environnement économique évolue rapidement, et l'impact de l'extrême pauvreté sur la réalisation des

droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à un niveau de vie suffisant, à une nourriture suffisante et à la santé,

Demande aux dirigeants de ce monde, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme, lorsqu'ils se réuniront à Rome vers la fin de l'année à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation :

a) De réaffirmer le droit fondamental qu'a tout homme, toute femme et tout enfant d'être à l'abri de la faim, droit fermement établi dans les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme;

b) De proposer les moyens de préciser davantage ce qu'il faut entendre par droit à la nourriture et de le mettre en oeuvre;

c) De veiller qu'il soit dûment tiré parti des travaux passés et en cours de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission, ainsi que de ceux des organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme - en particulier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention relative aux droits de l'enfant - qui concernent le droit à une alimentation suffisante et d'autres droits touchant la satisfaction des besoins nutritionnels de l'être humain pour sa survie, son développement, sa productivité et son bien-être.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/26. Droits de l'homme et répartition du revenu

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Réaffirmant que les droits économiques, sociaux et culturels et les droits civils et politiques sont indissociables, interdépendants et intimement liés,

Ayant présent à l'esprit le fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et un grand nombre d'autres textes prévoient sans équivoque que toute personne est fondée à obtenir la pleine satisfaction de ses droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant la Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986, annexe),

Rappelant le paragraphe 10 de la section I de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), dans lequel la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a notamment réaffirmé que le droit au développement est un droit universel et inaliénable, qui fait partie intégrante des droits de la personne humaine, et a exhorté les Etats et la communauté internationale à promouvoir une coopération internationale efficace pour réaliser le droit au développement et éliminer les obstacles au développement,

Prenant spécialement en considération les résultats du Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995 (A/CONF.166/9), et en particulier les appels lancés au système des Nations Unies, dans le Programme d'action du Sommet mondial, lequel souligne notamment qu'il faut renforcer les activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies en faveur du développement afin d'appliquer les résultats du Sommet mondial, ainsi que la capacité des organismes des Nations Unies de recueillir et d'analyser l'information et d'établir des indicateurs de développement social, en tenant compte des travaux effectués par différents pays, en particulier des pays en développement (par. 99, al. e)),

Sachant que tous les Etats sont légalement tenus de respecter et de protéger les droits économiques, sociaux et culturels et d'en assurer la réalisation,

Convaincue du rôle fondamental de l'éducation lorsqu'il s'agit d'assurer l'exercice des droits de l'homme et de garantir l'égalité des chances pour tous,

Rappelant les rapports sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, présentés par le Rapporteur spécial, M. Danilo Türk, en particulier son rapport final, qui traitait de toute une série de questions relatives aux relations existant entre la jouissance des droits de l'homme et la répartition du revenu (E/CN.4/Sub.2/1992/16, par. 76 à 84),

Tenant compte du document préparatoire établi par M. Asbjørn Eide sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, et la répartition du revenu (E/CN.4/Sub.2/1994/21), et des rapports présentés par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, M. Leandro Despouy (E/CN.4/Sub.2/1993/16, E/CN.4/Sub.2/1994/19, E/CN.4/Sub.2/1995/15 et E/CN.4/Sub.2/1996/13), ainsi que du rapport du séminaire sur l'extrême

pauvreté et le déni des droits de l'homme qui s'est tenu à New York (E/CN.4/1995/101),

Rappelant sa résolution 1994/40, dans laquelle elle a chargé le Rapporteur spécial, M. José Bengoa, d'effectuer une étude sur la jouissance des droits de l'homme et la répartition du revenu, et la décision 1995/105 de la Commission des droits de l'homme, en date du 24 février 1995, dans laquelle la Commission a approuvé le mandat du Rapporteur spécial, ainsi que la décision 1995/295 du Conseil économique et social en date du 24 juillet 1995, dans laquelle ce dernier a fait sienne cette décision,

Préoccupée de constater que la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, en général, et du droit à l'éducation, en particulier, n'a pas encore reçu une attention suffisante dans le cadre des activités de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux droits de l'homme,

Se rendant compte que les relations existant entre la répartition du revenu et l'aggravation de la pauvreté, ainsi que les violations des droits de l'homme, doivent faire l'objet de nouvelles recherches et d'analyses approfondies au sein de la communauté des droits de l'homme,

Réaffirmant les principes fondamentaux de l'égalité des chances, de la dignité humaine, de l'équité et de la justice,

Affirmant qu'il existe un lien intrinsèque entre la jouissance de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, et la recherche constante d'une répartition plus équitable des ressources économiques, à la fois à l'intérieur des Etats et entre les Etats,

Reconnaissant que l'inégalité de revenus provoque des iniquités, surtout à l'égard des enfants, des femmes et des autres groupes vulnérables de la société, qui souffrent de discrimination et ne jouissent pas des mêmes chances que le reste de la population,

Tenant compte du fait qu'il faut analyser et surmonter les obstacles auxquels se heurte, dans les sociétés, la réalisation d'une plus grande égalité des chances et d'une meilleure répartition des revenus,

Considérant qu'une meilleure répartition du revenu facilitera l'intégration et la solidarité au sein des sociétés, et suscitera, sur le plan international, des conditions plus propices au maintien de la paix dans le monde,

1. Accueille avec satisfaction le rapport provisoire sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier les droits

économiques, sociaux et culturels, et la répartition du revenu, établi par le Rapporteur spécial, M. José Bengoa (E/CN.4/Sub.2/1996/14);

2. Fait sienne la conclusion, formulée initialement dans le document préparatoire de M. Eide et reprise dans le rapport préliminaire de M. Bengoa (E/CN.4/Sub.2/1995/14), selon laquelle, d'une part, la concentration de la richesse constitue un obstacle sérieux à la réalisation des droits de l'homme, qu'il s'agisse des droits économiques, sociaux et culturels ou des droits civils et politiques, et d'autre part, l'égalité des chances est un facteur essentiel pour une participation effective au processus de développement et l'acquisition d'une part des avantages qui en découlent.

3. Approuve de nouveau le plan de travail présenté dans le rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1995/14), en particulier l'idée de tenir compte des résultats du Sommet pour le développement social, tenu à Copenhague, d'en assurer le suivi et d'encourager les échanges de vues nécessaires pour atteindre le plus efficacement et le plus rapidement possible les objectifs qui y ont été fixés;

4. Prie le Rapporteur spécial de prêter une attention particulière à l'incidence de l'exercice des droits de l'homme, en particulier du droit à l'éducation, sur la répartition du revenu;

5. Prie également le Rapporteur spécial de s'attacher spécialement à analyser les indicateurs nécessaires pour permettre de surveiller la satisfaction progressive de tous les droits économiques, sociaux et culturels;

6. Demande au Secrétaire général d'organiser un séminaire d'experts chargé, d'une part, de mettre au point des indicateurs appropriés, comme le prévoit le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (par. 36, al. n)), et, d'autre part, de veiller à ce que soient tenus les engagements pris par les gouvernements aux termes des alinéas a) à m) du paragraphe 36 du Programme d'action;

7. Prie le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à fournir au Rapporteur spécial les informations voulues pour l'élaboration de son rapport, et de les exhorter à participer activement aux travaux de la Sous-Commission;

8. Prie également le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire à l'élaboration de son étude;

9. Demande au Rapporteur spécial de lui présenter son rapport final à sa quarante-neuvième session;

10. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme, prenant acte de la résolution 1996/... de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du .. août 1996, approuve la demande adressée par la Sous-commission au Secrétaire général pour qu'il organise un séminaire d'experts chargé, d'une part, de mettre au point des indicateurs appropriés, comme le prévoit le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (par. 36, al. n)), et, d'autre part, de veiller à ce que soient tenus les engagements pris par les gouvernements aux termes des alinéas a) à m) du paragraphe 36 du Programme d'action".

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/27. Expulsions forcées

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant ses résolutions 1991/12 du 26 août 1991, 1992/14 du 27 août 1992, 1993/41 du 26 août 1993, 1994/39 du 26 août 1994 et 1995/29 du 24 août 1995,

Rappelant également la résolution 1993/77 de la Commission des droits de l'homme, en date du 10 mars 1993, et le rapport analytique sur les expulsions forcées (E/CN.4/1994/20) établi par le Secrétaire général et présenté à la Commission à sa cinquantième session,

Rappelant en outre la décision 1996/290 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1996, concernant les expulsions forcées, dans laquelle le Conseil a autorisé la tenue d'un séminaire d'experts sur la pratique de l'expulsion forcée en vue d'élaborer, du point de vue des droits de l'homme, des directives d'ensemble applicables aux déplacements qui sont liés au développement,

Réaffirmant que toute femme, tout homme et tout enfant ont le droit de disposer d'un endroit sûr pour y vivre dans la paix et la dignité, ce qui

comprend le droit de ne pas être expulsé de son foyer, de sa terre ou de sa communauté,

Considérant que la pratique souvent violente des expulsions forcées sépare par des moyens contraignants et contre leur volonté les personnes, familles et groupes de leur foyer, de leurs terres et de leur communauté, que cela soit ou non considéré comme légal au regard des systèmes de droit en vigueur, multipliant le nombre des sans-abri et créant des conditions de logement et d'existence qui laissent à désirer,

Sachant que les expulsions forcées peuvent être exécutées, sanctionnées, exigées, proposées, conçues au départ ou tolérées par un certain nombre d'acteurs, qui tous ont l'obligation juridique de s'abstenir de telles pratiques,

Sachant également que des motivations discriminatoires constituent la base effective d'un grand nombre d'expulsions forcées,

Soulignant que c'est aux gouvernements qu'incombe en dernière analyse la responsabilité juridique et politique de s'opposer aux expulsions forcées,

Rappelant que, dans l'Observation générale No 2 (1990), concernant les mesures internationales d'assistance technique, adoptée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à sa quatrième session, il est dit, entre autres choses, que les organismes internationaux doivent éviter scrupuleusement de participer à des projets qui, parmi d'autres dispositions, entraînent des expulsions ou déplacements massifs, sans mesures appropriées de protection et d'indemnisation (E/1990/23, annexe III, par. 6),

Notant avec satisfaction que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dans son Observation générale No 4 (1991) concernant le droit à un logement convenable, a estimé que les décisions d'éviction forcée étaient prima facie contraires aux dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et ne pouvaient être justifiées que dans les situations les plus exceptionnelles et conformément aux principes applicables du droit international (E/1992/23, annexe III, par. 18),

Prenant note des observations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant les expulsions forcées, dans lesquelles le Comité a clairement assimilé cette pratique à des violations des obligations contractées en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant que les expulsions forcées sont inacceptables au regard des principes juridiques internationaux concernant les droits de l'homme, à moins de s'accompagner de toutes les sauvegardes nécessaires de caractère juridique et autres, y compris une procédure régulière, quand elles sont effectuées à l'encontre de personnes quelconques, quels que soient les titres de ces dernières en matière d'occupation,

Prenant note des recommandations expresses concernant la pratique des expulsions forcées qui figurent dans le rapport final du Rapporteur spécial sur le droit à un logement adéquat (E/CN.4/Sub.2/1995/12, chap. VIII),

Notant également les dispositions relatives aux évictions forcées contenues dans le Programme pour l'habitat adopté par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains convoquée à Istanbul en juin 1996,

Consciente des nombreuses similitudes qui existent entre le phénomène des expulsions forcées et ceux qui concernent le déplacement sur le plan intérieur, les transferts de population, les expulsions massives, les exodes massifs, le "nettoyage ethnique" et d'autres pratiques consistant à éloigner des personnes de leur foyer, de leurs terres et de leur communauté par des moyens contraignants et contre leur volonté,

1. Réaffirme que la pratique de l'expulsion forcée constitue une violation flagrante d'un grand nombre de droits de l'homme, en particulier du droit à un logement convenable, du droit de résider, du droit à l'alimentation, du droit à la liberté de circulation, du droit au respect de la vie privée, du droit à la sécurité du foyer, du droit à la sécurité de la personne, du droit à la sécurité d'occupation, du droit à l'égalité de traitement et de différents autres droits;

2. Demande avec insistance aux gouvernements de prendre immédiatement, à tous les niveaux, des mesures visant à éliminer rapidement la pratique de l'expulsion forcée et pour cela, entre autres choses, de renoncer immédiatement aux projets existants qui comportent des expulsions forcées, d'abroger la législation autorisant les expulsions forcées et d'assurer la jouissance du droit à la sécurité d'occupation à tous les citoyens et autres résidents;

3. Demande également avec insistance aux gouvernements d'accorder des garanties juridiques en ce qui concerne l'occupation des lieux à toutes les personnes, en particulier à celles qui sont actuellement menacées d'être

expulsées, et d'adopter toutes les mesures qui sont nécessaires pour accorder aux intéressés une entière protection contre l'expulsion forcée, sur la base d'une participation effective des personnes ou groupes intéressés ainsi que de consultations et de négociations avec eux;

4. Recommande que tous les gouvernements prennent immédiatement des mesures pour la restitution et l'indemnisation et/ou des mesures appropriées et suffisantes de relogement ou d'attribution de terres - correspondant aux souhaits, aux droits et aux besoins des intéressés - aux personnes et communautés qui ont été expulsées de force, à l'issue de négociations avec les personnes ou les groupes touchés donnant satisfaction à toutes les parties, et en reconnaissant l'obligation de prendre de telles mesures dans tous les cas d'expulsion forcée;

5. Invite toutes les institutions et tous les organismes internationaux qui s'occupent de questions financières ou commerciales, de questions de développement et d'autres questions connexes à prendre pleinement en considération les vues exprimées dans la présente résolution et les autres décisions rendues en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire sur la pratique de l'expulsion forcée;

6. Prie le Haut Commissaire aux droits de l'homme d'accorder l'attention voulue à la pratique de l'expulsion forcée dans l'exercice de ses responsabilités et de prendre des mesures, chaque fois que possible, pour persuader les gouvernements d'empêcher les expulsions forcées prévues et d'assurer le versement d'une indemnité satisfaisante quand des expulsions ont déjà eu lieu;

7. Prie le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de faire tout ce qui est en son pouvoir, dans le cadre de l'application de sa stratégie concernant les droits relatifs au logement (HS/C/15/INF.7) et du Programme pour l'habitat adopté par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, pour prévenir la pratique de l'expulsion forcée et, à cet effet, entre autres choses, de recourir aux bons offices du Secrétaire général pour persuader les gouvernements de s'abstenir de procéder à des expulsions forcées et d'établir des listes annuelles de tous les cas d'expulsion portés à son attention;

8. Prie le Secrétaire général de convoquer, conformément à la décision 1996/290 du Conseil économique et social, un séminaire d'experts sur la pratique des expulsions forcées et sur les rapports entre cette pratique et

les droits de l'homme internationalement reconnus, en vue d'élaborer, du point de vue des droits de l'homme, des directives d'ensemble concernant les évictions forcées, y compris les déplacements liés au développement et les évictions forcées auxquelles il est procédé à l'occasion d'événements internationaux, et ce avant la quarante-neuvième session de la Sous-Commission;

9. Prie le Secrétaire général de présenter le rapport du séminaire d'experts et les directives susmentionnées à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session;

10. Décide d'examiner la question des expulsions forcées à sa quarante-neuvième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels" et de déterminer la façon la plus efficace de poursuivre l'examen de la question des expulsions forcées.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. IX.]

1996/28. Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution 1994/35 du 4 mars 1994 de la Commission des droits de l'homme par laquelle celle-ci a recommandé à la Sous-Commission, conformément à la résolution 1993/29 de cette dernière, en date du 25 août 1993, de prendre des dispositions pour examiner le projet de principes et directives fondamentaux soumis par le Rapporteur spécial, M. Theo van Boven, dans son étude concernant le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales (E/CN.4/Sub.2/1993/8) en vue de formuler des propositions à ce sujet et de faire rapport à la Commission;

Rappelant également sa décision 1995/117 du 24 août 1995, dans laquelle elle a prié l'ancien Rapporteur spécial de lui soumettre, sans que cela ait des incidences financières, en temps voulu pour qu'elle puisse l'examiner à sa quarante-huitième session, un projet révisé d'ensemble de principes et

de directives fondamentaux, à la lumière des instruments internationaux pertinents;

Prenant note de la résolution 1996/35 du 19 avril 1996 de la Commission des droits de l'homme dans laquelle celle-ci a encouragé la Sous-Commission à continuer d'examiner le projet de principes et directives fondamentaux soumis par l'ancien Rapporteur spécial en vue de faire des progrès sensibles sur cette question;

Exprime sa satisfaction à l'ancien Rapporteur spécial pour avoir soumis à la Sous-Commission en temps voulu pour qu'elle puisse l'examiner à sa quarante-huitième session, un texte révisé de principes et directives fondamentaux concernant le droit à réparation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire (E/CN.4/Sub.2/1996/17);

1. Décide de transmettre pour examen à la Commission des droits de l'homme le projet de texte révisé des principes et directives fondamentaux concernant le droit à réparation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire ainsi que les commentaires du Groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation (E/CN.4/Sub.2/1996/16, par. 10 à 32) et ceux faits par la Sous-Commission à la présente session;

2. Prie l'ancien Rapporteur spécial, M. Theo van Boven, en vue de faciliter l'examen par la Commission des droits de l'homme, du projet de principes et directives révisé, de préparer sans que cela ait des incidences financières, une note prenant en compte les commentaires et les observations du Groupe de travail et de la Sous-Commission mentionnés au paragraphe précédent.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XI.]

1996/29. Le droit à un procès équitable

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 1994/35 du 26 août 1994, par laquelle elle a remercié les rapporteurs spéciaux, M. Stanislav Chernichenko et M. William Treat, pour leur rapport final sur le droit à un procès équitable

et à un recours, et approuvé leur proposition de rassembler tous les chapitres de l'étude, afin qu'elle puisse être publiée en un seul volume dans la série d'études des Nations Unies sur les droits de l'homme,

Rappelant aussi la décision 1995/110 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1995, par laquelle la Commission a fait sienne la proposition de la Sous-Commission tendant à ce que l'étude complète intitulée "Le droit à un procès équitable : reconnaissance actuelle et mesures nécessaires pour renforcer cette reconnaissance" soit publiée dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant en outre la décision 1995/299 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1995, par laquelle le Conseil a approuvé le fait que la Commission ait fait sienne la demande de la Sous-Commission de publier l'ensemble du rapport sur le droit à un procès équitable et à un recours,

Notant avec intérêt le Colloque international sur le droit à un procès équitable, tenu du 31 janvier au 3 février 1996 à l'Institut Max Planck du droit public comparé et du droit international, à Heidelberg, en Allemagne,

Consciente du fait que M. William Treat a terminé avec succès son mandat en tant que membre de la Sous-Commission et Rapporteur spécial sur le droit à un procès équitable,

1. Prie M. Stanislav Chernichenko de rassembler, en coopération avec M. David Weissbrodt, les chapitres de l'étude sur le droit à un procès équitable et à un recours et de mettre celle-ci à jour afin qu'elle puisse être publiée en un seul volume dans la série d'études des Nations Unies sur les droits de l'homme, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

2. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision ci-après :

"La Commission des droits de l'homme, rappelant sa décision 1995/110 du 3 mars 1995, fait sienne la demande de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités tendant à ce que M. Stanislav Chernichenko et M. David Weissbrodt mettent à jour l'étude sur le droit à un procès équitable et à un recours, établie à l'origine par M. Chernichenko et M. Treat, et que l'étude complète intitulée "Le droit à un procès équitable : reconnaissance actuelle et mesures nécessaires pour renforcer cette reconnaissance" soit publiée dans toutes les langues officielles de

l'Organisation des Nations Unies, et recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

'Le Conseil économique et social, rappelant sa décision 1995/299 du 25 juillet 1995, approuve le fait que la Commission des droits de l'homme ait fait sienne la demande de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités tendant à ce que le rapport complet et actualisé sur le droit à un procès équitable et à un recours soit publié conformément aux dispositions de la résolution 1996/.. de la Sous-Commission en date du .. août 1996, et prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance qui sera nécessaire pour la mise au point et la publication de l'étude.'

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XI.]

1996/30. Question des droits de l'homme et des états d'exception

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le neuvième rapport annuel sur la question des droits de l'homme et des états d'exception (E/CN.4/Sub.2/1996/19) présenté par le Rapporteur spécial, M. Leandro Despouy,

1. Remercie le Rapporteur spécial pour son neuvième rapport annuel qui, une fois actualisé, sera soumis à la Commission des droits de l'homme pour considération lors de sa cinquante-troisième session;

2. Prie le Rapporteur spécial d'actualiser la liste des Etats qui ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception, en vue de son examen par la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session, et lui demande de présenter des conclusions finales sur la protection des droits de l'homme pendant les états d'exception, ainsi que des recommandations précises sur la manière dont cette question devrait être envisagée dans le futur;

3. Invite la Commission des droits de l'homme à adopter le projet de décision ci-après :

"La Commission des droits de l'homme, prenant acte de la résolution 1996/30 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date

du 29 août 1996, demande au Rapporteur spécial sur la question des droits de l'homme et des états d'exception, M. Leandro Despouy, de présenter dans son dixième rapport annuel une liste actualisée des Etats qui ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception, assortie des conclusions finales sur la protection des droits de l'homme pendant les états d'exception ainsi que des recommandations précises sur la manière dont cette question devrait être envisagée dans le futur."

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XI.]

1996/31. Discrimination à l'encontre des peuples autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Sachant que l'un des buts des Nations Unies énoncés dans la Charte est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant la nécessité urgente de reconnaître, promouvoir et protéger plus efficacement les droits de l'homme et les libertés fondamentales des peuples autochtones,

Rappelant la résolution 1982/34 du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1982, par laquelle le Conseil l'a autorisée à constituer annuellement un groupe de travail sur les populations autochtones,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Groupe de travail sur sa quatorzième session (E/CN.4/Sub.2/1996/21) et en particulier de ses conclusions et recommandations,

Prenant note également de la résolution 1993/30 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1993, dans laquelle la Commission a recommandé à tous les rapporteurs chargés de questions thématiques, représentants spéciaux, experts indépendants et groupes de travail d'accorder une attention particulière, dans le cadre de leur mandat, à la situation des autochtones,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations correspondantes adoptées par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, en particulier celles qui figurent dans le paragraphe 20 de la première partie et dans les paragraphes 28 à 32 de la deuxième partie de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23),

1. Exprime sa profonde satisfaction au Groupe de travail sur les populations autochtones et en particulier à son Président-Rapporteur, Mme Erica-Irene A. Daes, pour les travaux accomplis au cours de sa quatorzième session;

2. Prie le Secrétaire général de transmettre le rapport du Groupe de travail sur sa quatorzième session aux organisations autochtones, aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées ainsi qu'à tous les rapporteurs chargés de questions thématiques, représentants spéciaux, experts indépendants et groupes de travail;

3. Demande aussi que le rapport du Groupe de travail soit mis à la disposition de la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session;

4. Recommande que le Groupe de travail coopère en tant qu'organe d'experts à toute clarification ou analyse conceptuelle, ce qui pourrait également aider le groupe de travail créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1995/32, du 3 mars 1995, à poursuivre l'élaboration du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;

5. Exprime ses remerciements au Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones, Mme Erica-Irene Daes, pour son document de travail sur la notion de "peuple autochtone" (E/CN.4/AC.4/1996/2);

6. Prie le Secrétaire général de transmettre le document de travail sur la notion de "peuple autochtone" aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et aux organisations de peuples autochtones aux fins d'observations pour les soumettre au Groupe de travail à sa quinzième session;

7. Prie le Président-Rapporteur d'établir une note supplémentaire sur la notion de "peuple autochtone" en tenant compte, entre autres, de toutes observations et de tous avis pertinents qu'elle pourrait recevoir;

8. Se félicite du débat sur la santé des autochtones qui a eu lieu à la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones et de la participation de l'Organisation mondiale de la santé;

9. Fait sienne la recommandation du Groupe de travail de concentrer son attention sur des thèmes spécifiques à ses sessions futures;

10. Recommande que le Groupe de travail sur les populations autochtones continue de s'occuper de la question de la santé et autres questions importantes, notamment de l'éducation, du développement, de l'environnement et des terres à ses sessions futures;

11. Prie le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations autochtones et non gouvernementales à fournir des informations et des données, en particulier sur les aspects touchant les "peuples autochtones : environnement, terres et développement durable", qui sera la principale question inscrite à l'ordre du jour de la quinzième session du Groupe de travail, ainsi que la santé, qui seront présentées en tant que documents de base à ladite session;

12. Prie le Président-Rapporteur du Groupe de travail d'informer le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones que le Groupe de travail, à sa quinzième session, concentrera son attention sur les questions relatives aux terres et à l'environnement afin que le Conseil d'administration puisse avoir cela présent à l'esprit lorsqu'il se réunira pour sa dixième session en 1997;

13. Prie le Secrétaire général d'élaborer pour la quinzième session du Groupe de travail un ordre du jour annoté où figureront entre autres les questions suivantes : activités normatives, y compris un point subsidiaire sur la notion de "peuple autochtone"; examen des faits nouveaux, y compris des points subsidiaires sur les questions intitulées "peuples autochtones : environnement, terres et développement durable" et "santé des autochtones"; instance permanente pour les populations autochtones; Décennie internationale des populations autochtones et étude des traités, accords et autres arrangements constructifs entre Etats et peuples autochtones;

14. Recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Conseil économique et social d'autoriser le Groupe de travail à se réunir pendant cinq jours ouvrables avant la quarante-neuvième session de la Sous-Commission;

15. Décide de recommander à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision ci-après :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1996/31 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 29 août 1996, approuve la demande de la Sous-Commission tendant à ce qu'elle recommande au Conseil économique et social d'autoriser le Groupe de travail sur les populations autochtones à se réunir pendant cinq jours ouvrables avant la quarante-neuvième session de la Sous-Commission."

35ème séance

29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/32. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Prenant en considération l'Article 71 de la Charte des Nations Unies et la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 23 mai 1968,

Rappelant la résolution 40/131 de l'Assemblée générale du 13 décembre 1985 portant création du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones,

Rappelant également la résolution 48/163 de l'Assemblée générale du 21 décembre 1993 portant création du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones,

Notant la préoccupation exprimée par certaines délégations autochtones et gouvernementales lors de la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones quant à la nécessité d'une gestion transparente des deux fonds de contributions volontaires,

Recommande que les départements compétents de l'ONU établissent des comptes séparés et des organes distincts pour le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale et le Fonds de contributions

volontaires pour les populations autochtones et, si possible, transfèrent la gestion financière des fonds de New York à Genève.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/33. Discrimination liée à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou au syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA)

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Consciente que, face aux défis croissants lancés par l'épidémie du VIH et du SIDA, il faut redoubler d'efforts pour assurer le respect universel et effectif des libertés et des droits de l'homme fondamentaux et pour éviter la discrimination et la stigmatisation liées au VIH et au SIDA,

Ayant à l'esprit que, comme l'a reconnu l'Assemblée mondiale de la santé dans sa résolution WHA45.35 du 14 mai 1992, aucune considération de santé publique ne peut légitimer des mesures qui limitent les droits des individus et notamment celles qui instaurent un dépistage obligatoire,

Convaincue que la discrimination contre toute personne au motif, réel ou présumé, qu'elle est atteinte du SIDA ou infectée par le VIH est une violation des libertés et des droits de l'homme fondamentaux,

Reconnaissant que les personnes défavorisées sur les plans socio-économique ou juridique telles que les femmes, les enfants, les peuples autochtones, les minorités, les réfugiés, les migrants, les personnes qui se livrent au commerce du sexe, les hommes qui sont homosexuels, les utilisateurs de drogues injectables et les prisonniers sont plus exposées aux risques d'infection par le VIH parce qu'elles ont un accès limité ou n'ont pas d'accès à l'enseignement, aux soins de santé et aux services sociaux et qu'elles subissent d'une façon disproportionnée les effets économiques et sociaux de l'épidémie du VIH/SIDA,

Reconnaissant également que les éléments cliniques, sociaux et culturels du VIH/SIDA, y compris la déficience qui peut en résulter ainsi que l'ignorance, la discrimination et la stigmatisation qui l'entourent, indiquent qu'il y a lieu de le considérer comme un handicap à protéger de la discrimination,

Alarmée par l'augmentation du taux d'infection par le VIH parmi les femmes et les enfants, exacerbée par la persistance de la subordination des femmes et de l'exploitation des enfants, y compris de la prostitution et de la pornographie enfantines,

Préoccupée par le fait que la peur, l'ignorance et l'intolérance continuent à provoquer la stigmatisation des personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA, y compris celles qui sont présumées infectées ou exposées au risque d'infection, ainsi que des préjugés à leur encontre, ce qui se traduit par une discrimination en matière de soins de santé, d'emploi, d'enseignement, de logement, de protection sociale, de voyages et d'octroi de l'asile ainsi que par la détention et la violence,

Exprimant sa profonde inquiétude devant le fait que les personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA ainsi que celles dont on pense qu'elles sont contaminées, continuent d'être soumises à des lois, politiques et pratiques discriminatoires,

Soulignant que les gouvernements doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la discrimination, les préjugés et la stigmatisation dont sont victimes les personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA, pour assurer la pleine jouissance de tous leurs droits et de toutes leurs libertés et pour renforcer les mécanismes nationaux et internationaux qui s'occupent des droits de l'homme et des questions d'éthique dans le contexte du VIH et du SIDA,

Accueillant avec satisfaction la création du Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et les progrès accomplis en vue d'intégrer une forte composante droits de l'homme dans les stratégies et les travaux du Programme,

Accueillant également avec satisfaction l'organisation d'une deuxième consultation internationale d'experts sur les droits de l'homme et le VIH/SIDA en vue de l'élaboration, à l'intention des Etats, de directives concernant la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le contexte du VIH/SIDA,

1. Réaffirme que la discrimination fondée sur la situation, réelle ou présumée, d'une personne infectée par le VIH ou atteinte du SIDA est interdite par les normes internationales existantes relatives aux droits de l'homme et que l'expression "ou toute autre situation", qui figure dans les dispositions

interdisant la discrimination dans les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, devrait être interprétée comme incluant la situation en matière de santé, notamment pour ce qui est du VIH et du SIDA;

2. Confirme qu'il y a lieu de considérer le VIH/SIDA comme un handicap à protéger de la discrimination;

3. Engage tous les Etats à veiller à ce que leurs législations, politiques et pratiques, y compris celles qu'ils ont adoptées pour lutter contre le VIH et le SIDA, respectent les normes internationales relatives aux droits de l'homme, interdisent la discrimination liée au VIH et au SIDA et n'aient pas pour effet d'entraver l'exécution des programmes de prévention du VIH et du SIDA, s'agissant en particulier des femmes, des enfants, des peuples autochtones, des minorités, des réfugiés, des migrants, des personnes qui se livrent au commerce du sexe, des hommes qui sont homosexuels, des utilisateurs de drogues injectables et des prisonniers;

4. Engage également tous les Etats à prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la condition juridique, économique et sociale des femmes, des enfants, des minorités, des peuples autochtones, des migrants et des autres groupes ne jouissant pas pleinement de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux afin de les rendre moins vulnérables au risque d'infection par le VIH et aux conséquences socio-économiques néfastes de la pandémie du SIDA;

5. Engage également les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux et les groupes de travail ainsi que d'autres organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme à examiner toutes les questions ayant trait au VIH qui intéressent leur mandat, en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants et aux groupes vulnérables;

6. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, par l'entremise de la Commission des droits de l'homme, de poursuivre ses efforts en vue d'assurer des ressources financières suffisantes au Centre pour les droits de l'homme pour lui permettre de s'attaquer aux problèmes liés au VIH et au SIDA et d'incorporer ces questions, selon qu'il conviendra, dans toutes les activités du Centre;

7. Souligne qu'il est important d'organiser une deuxième consultation internationale d'experts sur les droits de l'homme et le VIH/SIDA en vue d'élaborer, à l'intention des Etats, des directives concernant la protection

et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le contexte du VIH/SIDA;

8. Prie le Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) de continuer à incorporer une solide composante "droits de l'homme" dans toute ses activités;

9. Prie instamment la Commission des droits de l'homme de garder à l'étude la question des violations des droits de l'homme et de la discrimination liées à l'infection par le VIH et au SIDA;

10. Décide de garder constamment à l'examen la question des violations des droits de l'homme et de la discrimination liées au VIH et au SIDA et d'examiner cette question au titre de tous les points pertinents de son ordre du jour ainsi que dans le cadre des travaux de ses groupes de travail et rapporteurs spéciaux compétents.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée à la suite d'un vote par appel nominal par 13 voix contre 2, avec 6 abstentions. Voir chap. V.]

1996/34. Décennie internationale des populations autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies énoncés dans la Charte est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant la résolution 48/163 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1993, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la Décennie internationale des populations autochtones,

Rappelant également que la Décennie a pour objet de renforcer la coopération internationale aux fins de résoudre les problèmes qui se posent aux autochtones dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé,

Prenant note de la résolution 50/157 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1995, par laquelle celle-ci a adopté le programme d'activités détaillé de la Décennie internationale des populations autochtones,

Reconnaissant qu'il importe de consulter les peuples autochtones et de coopérer avec eux aux fins de la planification et de l'exécution du programme d'activités de la Décennie et qu'il est nécessaire d'obtenir un appui financier adéquat de la communauté internationale, notamment des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées,

Soulignant l'importance des séminaires, des ateliers et des réunions techniques à l'échelle internationale et nationale consacrés à des thèmes intéressant les populations autochtones avec une participation équitable de celles-ci,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail sur les populations autochtones sur sa quatorzième session (E/CN.4/Sub.2/1996/21),

1. Se félicite de la célébration de la Journée internationale des populations autochtones;
2. Recommande, conformément à la résolution 50/157 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1995, d'adopter dès que possible au cours de la Décennie internationale le "Projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones";
3. Recommande également qu'une attention particulière soit accordée à l'amélioration quantitative de la participation des peuples autochtones à la planification et à l'exécution des activités de la Décennie;
4. Recommande en outre que le Centre pour les droits de l'homme organise un atelier, à l'intention des journalistes autochtones, avec la participation des services compétents des Nations Unies et autres institutions et personnes concernées afin de mieux faire connaître les Nations Unies et leurs activités concernant les peuples autochtones;
5. Accueille avec satisfaction les conclusions et les recommandations du Séminaire d'experts des Nations Unies sur les expériences concernant les droits et titres fonciers autochtones qui s'est tenu à Whitehorse (Canada) du 24 au 28 mars 1996;
6. Recommande que le Centre pour les droits de l'homme organise d'autres réunions techniques sur des questions ayant trait aux droits et titres fonciers autochtones, conformément à la recommandation faite lors du

séminaire de Whitehorse, en s'attachant en particulier à des questions telles que le processus de négociation et les régimes de cogestion;

7. Prie le Secrétaire général d'inclure dans son rapport à l'Assemblée générale les suggestions et recommandations pertinentes faites au cours du débat sur la Décennie internationale à la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones;

8. Prie le Groupe de travail sur les populations autochtones d'inscrire à l'ordre du jour de sa quinzième session une question distincte intitulée "Examen des activités menées au titre du Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones entre 1994 et 1996".

35ème séance

29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/35. Instance permanente pour les populations autochtones aux Nations Unies

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

S'inspirant des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Ayant présente à l'esprit la recommandation figurant dans la Déclaration et le Programme de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, selon laquelle il faudrait envisager de créer dans le système des Nations Unies une instance permanente des populations autochtones (A/CONF/157/23, par. II.32),

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 48/163, en date du 21 décembre 1993, et 50/157 en date du 21 décembre 1995 ainsi que la résolution 1996/41 de la Commission des droits de l'homme en date du 19 avril 1996,

Profondément convaincue que la création d'une instance permanente ne peut pas être considérée comme devant remplacer, le cas échéant, le maintien du Groupe de travail sur les populations autochtones,

Prenant acte du rapport de l'atelier (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1996/5 et Add.1 et 2) organisé en application de la résolution 1996/41 de la Commission des

droits de l'homme ainsi que des documents du Groupe de travail sur les populations autochtones,

Prenant en considération les observations et les suggestions formulées sur cette question importante par les participants à la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones,

1. Accueille avec satisfaction la décision par laquelle, dans sa résolution 48/163, en date du 21 décembre 1993, l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner en priorité la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones dans le cadre du système des Nations Unies;

2. Accueille également avec satisfaction la décision par laquelle la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1996/41, en date du 19 avril 1996, a prié le Groupe de travail sur les populations autochtones d'examiner à titre prioritaire la question de la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones et de transmettre de nouveau ses vues et suggestions, par l'intermédiaire de la Sous-Commission, à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session;

3. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il préparera l'examen qui lui est demandé des mécanismes, des procédures et des programmes relatifs aux populations autochtones existant au sein de l'Organisation des Nations Unies, de prendre en considération les vues et les avis exprimés au sujet de la création de l'instance permanente lors de la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones ainsi que les renseignements transmis par des populations et communautés autochtones ainsi que par les gouvernements;

4. Recommande que le Centre pour les droits de l'homme, s'appuyant sur les résultats de l'examen par le Secrétaire général des mécanismes, procédures et programmes existant au sein de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait aux populations autochtones et s'appuyant aussi sur les résultats de l'atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones qui s'est tenu à Copenhague en juin 1995, organise au début de 1997, en application de la résolution 50/157 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1995, un deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones;

5. Accueille avec satisfaction l'offre du Gouvernement chilien qui a proposé d'héberger au Chili le deuxième atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones;

6. Recommande que l'instance permanente soit établie au cours de la première partie de la Décennie internationale des populations autochtones et que son mandat comprenne des questions intéressant tous les domaines figurant au programme d'activités de la Décennie;

7. Décide de recommander à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision ci-après :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1996/35 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en date du 29 août 1996, fait sienne la recommandation de la Sous-Commission tendant à ce que le Centre pour les droits de l'homme organise un deuxième atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones."

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/36. Liberté de religion des peuples autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/55 du 25 novembre 1981,

Ayant à l'esprit le "Projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones", en particulier l'article 13,

Ayant également à l'esprit les conclusions et les recommandations figurant dans le rapport du Séminaire d'experts des Nations Unies sur les expériences concernant les droits et titres fonciers autochtones (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1996/6) ainsi que les paragraphes 1 et 12 des principes et directives joints en annexe au rapport final du Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene Daes, sur la protection du patrimoine des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1995/26),

Soulignant le lien spirituel qui unit les peuples autochtones à la terre et la relation qui existe entre les terres traditionnelles et la pratique de la religion autochtone,

Soulignant vigoureusement la préoccupation manifestée par les représentants des peuples autochtones à la quatorzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones devant la profanation de leurs sites sacrés où se tiennent leurs cérémonies religieuses,

Consciente du rôle que pourraient jouer les Nations Unies pour faciliter la solution de situations impliquant des peuples autochtones et leur droit à pratiquer leurs croyances religieuses,

1. Affirme que la religion ou la conviction, pour quiconque professe l'une ou l'autre, est pour cette personne l'un des éléments fondamentaux de sa conception de la vie et que la liberté de religion ou de conviction devrait être pleinement respectée et garantie;

2. Réaffirme l'article premier de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction qui proclame que toute personne a droit à la liberté de religion et que ce droit implique la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement;

3. Exprime sa profonde conviction que les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent être respectés, tant par les entités locales, internes ou autonomes que par les Etats;

4. Invite le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la question de l'intolérance religieuse à prendre en compte, lorsqu'il établit ses rapports et organise ses missions sur le terrain, les problèmes spécifiques des autochtones touchant à la destruction et à la profanation de leurs sites sacrés où se tiennent leurs cérémonies religieuses;

5. Invite également le Rapporteur spécial à prendre en compte le lien spirituel qui unit ces communautés autochtones à la terre ainsi que l'importance des terres traditionnelles dans la pratique de leur religion et à se pencher sur l'histoire des événements responsables de la violation du droit de ces communautés à la liberté de religion et à la pratique religieuse;

6. Recommande que le Rapporteur spécial examine en profondeur l'effet qu'ont des influences extérieures sur la capacité de ces communautés à pratiquer leur religion.

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/37. Protection du patrimoine des populations autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 1991/32 du 29 août 1991, par laquelle elle a décidé de charger Mme Erica-Irene A. Daes, en tant que Rapporteur spécial, d'établir une étude sur les mesures qui devraient être prises par la communauté internationale pour renforcer le respect des biens culturels des peuples autochtones,

Rappelant également sa résolution 1993/44 du 23 août 1993, dans laquelle elle a exprimé sa satisfaction au Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene A. Daes, pour son étude d'ensemble sur la protection des biens culturels et de la propriété intellectuelle des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/28) et l'a prié d'élargir la portée de son étude en vue d'élaborer des projets de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones,

Rappelant en outre sa résolution 1995/40 du 25 août 1995, dans laquelle elle a exprimé sa profonde satisfaction au Rapporteur spécial pour son excellent rapport sur la protection du patrimoine des populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/1995/26) et le projet de principes et de directives qui y est annexé, et l'a prié d'établir un rapport supplémentaire dans lequel figurerait un chapitre concernant les activités pertinentes entreprises dans d'autres instances et de le lui présenter à sa quarante-huitième session,

Notant les décisions de la Commission des droits de l'homme 1992/114 du 3 mars 1992 et 1994/105 du 4 mars 1995, ainsi que la résolution 1996/63 de la Commission, en date du 26 avril 1996,

Notant également les décisions du Conseil économique et social 1992/256 du 20 juillet 1992, 1994/274 du 25 juillet 1994 et 1995/297 du 25 juillet 1995,

Considérant que la majorité des gouvernements ont reconnu la nécessité de respecter, préserver et maintenir les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi qu'il est énoncé à l'alinéa j) de l'article 8 de la Convention sur la diversité biologique,

Consciente qu'un objectif de la Décennie internationale des populations autochtones est de défendre et protéger les droits des populations autochtones et de les mettre en mesure de faire des choix qui leur permettent de conserver leur identité culturelle tout en participant à la vie politique, économique et sociale, dans le respect absolu de leurs valeurs culturelles, de leurs langues, de leurs traditions et de leurs modes d'organisation sociale;

Consciente également de l'impérieuse nécessité d'une coopération et de normes internationales dans ce domaine, que les représentants des populations autochtones ont soulignée à maintes reprises au sein du Groupe de travail sur les populations autochtones,

Ayant examiné le rapport supplémentaire présenté par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1996/22),

Convaincue que les principes et directives pour la protection du patrimoine des populations autochtones, dont le texte est annexé au rapport final du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1995/26), sont compatibles avec les normes en vigueur dans le domaine des droits de l'homme, de l'environnement et du commerce,

Ayant à l'esprit la recommandations formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/157 du 21 décembre 1995, tendant à ce que le Secrétaire général entreprenne un examen des mécanismes, procédures et programmes relatifs aux populations autochtones existant au sein du système des Nations Unies et lui rende compte à sa cinquante et unième session,

1. Félicite le Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene A. Daes, pour les renseignements supplémentaires, les précisions et les recommandations figurant dans son rapport supplémentaire (E/CN.4/Sub.2/1996/22);

2. Prend note avec satisfaction des observations détaillées que le Rapporteur spécial a reçues des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales;

3. Décide de communiquer les principes et directives annexés au rapport final du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1995/26) à la Commission des droits de l'homme avec la recommandation de les adopter;

4. Se félicite de la décision prise par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle d'organiser, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un colloque international sur la préservation et la protection juridique du folklore et autorise le Rapporteur spécial à participer à ce colloque;

5. Se félicite également du haut degré de priorité que les Etats parties à la Convention sur la diversité biologique accordent au savoir traditionnel des peuples autochtones, ainsi que des travaux techniques conduits par le Secrétaire exécutif de la Convention;

6. Reconnaît qu'il importe d'harmoniser les efforts des diverses instances des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui ont pris des initiatives normatives dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, y compris les droits des peuples autochtones à l'égard de leur savoir traditionnel;

7. Prie le Secrétaire général d'organiser au plus tôt une réunion technique des représentants de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale du commerce avec le Rapporteur spécial afin d'examiner de quelle manière ils pourraient concourir à la réalisation de son étude, et de communiquer le rapport de cette réunion à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme;

8. Fait sienne la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que mandat soit donné à un membre du Groupe de travail sur les populations autochtones d'échanger des informations avec tous les éléments du système des Nations Unies ayant des activités touchant le patrimoine des populations autochtones, afin de favoriser la coopération et la coordination entre le Groupe de travail et ces organismes et de promouvoir la plus large participation possible des populations autochtones à leurs efforts;

9. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme, prenant acte de la résolution 1996/37 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 29 août 1996, et considérant les recommandations formulées dans le rapport supplémentaire sur la protection du patrimoine des populations autochtones présenté par le Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene A. Daes (E/CN.4/Sub.2/1996/22), recommande que soit confié à Mme Erica-Irene A. Daes le mandat permanent d'échanger des informations avec tous les éléments du système des Nations Unies ayant des activités touchant le patrimoine des populations autochtones, afin de favoriser la coopération et la coordination et de promouvoir la participation pleine et entière des populations autochtones à ces efforts. La Commission prie le Secrétaire général d'organiser au plus tôt une réunion technique des représentants de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale du commerce avec le Rapporteur spécial afin d'examiner de quelle manière ils pourraient contribuer à la réalisation de son étude, et de communiquer le rapport de cette réunion à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et à la Commission des droits de l'homme. La Commission prie également le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial de la Sous-Commission toute l'assistance nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche."

35ème séance
29 août 1995

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]

1996/38. Etude sur les droits fonciers autochtones

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Constatant que les populations autochtones, dans certains pays, ont été dépouillées de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales et qu'un grand nombre des problèmes relatifs aux droits de l'homme auxquels elles se heurtent sont liés au fait qu'elles continuent, comme au cours de

l'histoire, d'être privées de leurs droits ancestraux sur les terres, les territoires et les ressources,

Reconnaissant le lien spirituel, culturel, social et économique profond des populations autochtones avec leur environnement et la nécessité pressante de reconnaître et respecter leurs droits sur leurs terres et ressources,

Constatant que l'absence de droits fonciers solidement établis, associée à l'instabilité des régimes fonciers nationaux et aux entraves aux initiatives et efforts de développement visant à promouvoir et protéger les communautés autochtones et l'environnement, met en péril la survie des populations autochtones,

Consciente du fait que les organes de l'ONU et les Etats Membres s'accordent de plus en plus à reconnaître que les terres et les ressources naturelles sont essentielles à la survie économique et culturelle des populations autochtones et que certains Etats ont pris des mesures juridiques qui confirment les droits des autochtones sur leurs terres ou ont mis en place des procédures pour parvenir à des accords ayant force exécutoire sur des questions concernant les terres autochtones,

Tenant compte de l'élaboration de normes internationales pertinentes et de programmes qui défendent et affirment les droits des populations autochtones sur leurs terres et leurs ressources, en particulier la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989 (No 169) de l'Organisation internationale du Travail, le programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Directive opérationnelle 4.20 de la Banque mondiale, le projet de Déclaration interaméricaine sur les droits des peuples autochtones élaboré par la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains et le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Reconnaissant que, malgré ces avancées sur les plans international et national, les problèmes qui empêchent les autochtones de jouir effectivement de leurs droits fonciers continuent d'être nombreux,

Rappelant que bien des Etats dans lesquels vivent des populations autochtones n'ont pas encore adopté des lois ou politiques concernant les revendications territoriales des autochtones ou, dans d'autres cas, n'ont pas prévu des mécanismes de mise en oeuvre concernant les droits fonciers autochtones qui soient mutuellement acceptables pour les parties intéressées,

Rappelant aussi les activités de l'Organisation des Nations Unies qui posent la base pour une enquête approfondie sur la question des droits fonciers autochtones, en particulier l'Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1986/7 et Add.1 à 4),

Rappelant en outre le rapport et les recommandations du Séminaire d'experts des Nations Unies sur les expériences concernant les droits et titres fonciers autochtones, qui s'est tenu à Whitehorse (Canada) en mars 1996 (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1996/6),

Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer sans tarder une enquête et une analyse systématiques sur les droits fonciers qui seraient extrêmement utiles aux populations autochtones et aux Etats dans les efforts qu'ils déploient pour surmonter les problèmes qui continuent de se poser à cet égard et pour établir des relations pacifiques fondées sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Recommande que la Commission des droits de l'homme autorise la Sous-Commission à nommer Mme Erica-Irene Daes Rapporteur spécial chargé de procéder à une étude générale du problème de la reconnaissance et du respect des droits fonciers autochtones qui contiendrait, entre autres, a) un compte rendu détaillé et à jour de la situation pour ce qui est des efforts faits pour garantir les droits fonciers autochtones et des problèmes qui continuent de se poser dans ce domaine, et b) un répertoire des lois, politiques et procédures nationales en vigueur concernant les droits fonciers autochtones. Lors de l'élaboration de son étude, le Rapporteur spécial devrait s'appuyer sur les données d'expérience recueillies par les populations autochtones pour juger de la situation, formuler des recommandations constructives et pragmatiques et proposer des solutions aux problèmes auxquels se heurtent les populations autochtones et les Etats pour assurer la jouissance effective des droits fonciers autochtones;

2. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision ci-après :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1996/38 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 20 août 1996, approuve la nomination de Mme Erica-Irene Daes comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude détaillée sur les droits

fonciers autochtones et prie le Rapporteur spécial de présenter un rapport préliminaire à la quinzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones et à la quarante-neuvième session de la Sous-Commission. La Commission prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance dont elle aura besoin pour mener son étude à bien, et elle recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

'Le Conseil économique et social, prenant note de la décision 1997/... de la Commission des droits de l'homme, approuve la nomination de Mme Erica-Irene Daes comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude sur les droits fonciers autochtones et prie le Secrétaire général de lui fournir toute l'assistance dont elle aura besoin pour mener à bien son étude.'"

35ème séance
29 août 1996

[Adoptée sans avoir été mise aux voix. Voir chap. XV.]
